



« Je regarde la montée d'Éric Zemmour avec effroi »

CATHERINE GASTÉ
ET PAULINE THÉVENIAUD

TANDIS QUE le gouvernement vit à l'heure des arbitrages sur les derniers grands chantiers du quinquennat, le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, prévient qu'enterrer le revenu d'engagement en l'ouvrant seulement à 400 000 jeunes serait « une entourloupe ». Il monte également au front contre l'extrême droite, en particulier Éric Zemmour, qui progresse dans les sondages.

Plus personne ne croit à une réforme des retraites avant 2022 mais elle n'est pas officiellement enterrée. À quoi joue Emmanuel Macron ?

LAURENT BERGER. Rien n'est possible avant 2022 si l'on veut faire une réforme de fond et juste. Ce sujet est bien trop anxiogène, conflictuel et compliqué, pour que l'on « joue » avec. Les idées mises sur la table sont tellement radicales, comme la retraite à 67 ans, que cela donne l'impression que le seul objectif, c'est de cliquer. Ce sujet mérite mieux.

Vous faites référence à la proposition d'Édouard Philippe ?

C'est une part de déconnexion. Cela relèverait purement d'une logique comptable. Je rencontre toutes les semaines des travailleurs incapables d'aller jusqu'à 67 ans et même avant. Incapables physiquement. La moitié des gens qui arrivent à la retraite ne sont même plus en emploi. Or, la situation financière n'est pas aussi catastrophique que certains voudraient nous le faire croire.

La CFDT a pourtant fait des économies sur les complémentaires retraites, en limitant la revalorisation des pensions à 1%, sous le niveau de l'inflation...

Il fallait qu'on maintienne la capacité financière des régimes de retraite de l'Agirc-

Arcco. Ces mesures sont temporaires et nous pourrions revenir dessus si la situation s'améliore. Et rappelons que l'absence d'accord faisait planer le risque qu'il n'y ait aucune revalorisation.

Et sur les régimes spéciaux ? Quel serait le sens, avant 2022 ? Il n'y aurait pas d'effet avant vingt ou trente ans. Ce serait juste de l'affichage.

Sur le revenu d'engagement pour les jeunes, promis depuis 2017, que révèlent les hésitations du gouvernement ?

Qu'il doit prendre la mesure de ce que c'est que d'avoir moins de 26 ans lorsqu'on n'a ni revenu ni perspective. Un million de jeunes n'ont ni formation ni emploi. Cela crée une trappe à pauvreté, avec des jeunes qui ne peuvent pas s'en sortir. La CFDT a toujours défendu la garantie jeune universelle, créée sous l'ancien quinquennat. L'expérience montre que cela marche. On se bat pour qu'elle soit étendue à un million de jeunes, avec des moyens d'accompagnement et une allocation du niveau du RSA.

Mais la croissance repart et des postes ne trouvent pas preneurs, comme le martèle Bruno Le Maire...

Si le chômage baisse, la pauvreté, elle, explose, en particulier chez les jeunes. Il y a une grosse tentation d'enterrer le revenu d'engagement pour les jeunes et de faire un tour de passe-passe en faisant croire qu'on l'ouvrira à 400 000 jeunes, ce qui en réalité correspond aux dispositifs existants. Si c'est le cas, nous le dénonçons, avec les organisations de jeunesse notamment. Ce serait une faute politique très forte. Je mets en garde le gouvernement.

Sur l'assurance chômage, vous avez perdu le combat. Pouvez-vous encore faire quelque chose ?

Oui, nous avons déposé un nouveau recours vendredi au Conseil d'État sur la question des inégalités et du contexte. Je le répète, la réforme va entraîner une baisse de revenus pour un million de chômeurs. S'il y a un retournement de conjoncture, on ne pourra pas revenir en arrière. On doit aussi prendre en compte la question du pouvoir d'achat avec la hausse des prix de l'énergie.

Le plan France 2030 sera présenté mardi. Qu'en attendez-vous ?

Qu'il soit très, très ambitieux sur la transformation écologique de notre modèle productif, très décentralisé dans sa mise en œuvre et qu'il réponde à la nécessité de former les travailleurs aux nouvelles compétences. Sur ce point, le mur devant nous est énorme.

En 2017, vous avez appelé à voter Macron au second tour contre Marine Le Pen. Et si le cas se représente en 2022 ?

Je le referai, évidemment. Quel que soit le candidat du camp républicain, Emmanuel Macron, Xavier Bertrand, Valérie Pécresse, Anne Hidalgo, Yannick Jadot, Jean-Luc Mélenchon, la CFDT le soutiendra face à un candidat d'extrême droite. Sans ambiguïté. Les organisations syndicales qui refuseraient de le faire ou hésiteraient seraient en faute.

L'extrême droite représente autour de 30 % dans les sondages. Cela vous inquiète ?

Oui, que l'on parle de Marine Le Pen, Éric Zemmour ou Nicolas Dupont-Aignan. Cette mythologie d'un pays rabougri et d'un retour en arrière, ce n'est pas notre monde. Les Trente Glorieuses, c'était quoi ? Les femmes à la maison, puiser dans les ressources environnementales sans regarder, des conditions de travail très dégradées. Oui, il faut continuer de se battre,

mais on a quand même progressé. Tout n'est pas foutu. Et ce n'était pas forcément mieux avant. Nous n'avons besoin ni de nostalgie ni de repli sur soi mais d'une société plus juste, d'un nouveau modèle de développement. Répondre aux attentes sociales, c'est le meilleur moyen de combattre l'extrême droite.

Le thème de l'immigration monte. Quel message voulez-vous porter ?

On a un devoir d'asile. Ça, ça ne se discute pas. Et il faut accueillir dignement, quel que soit le motif de migration. On n'est, collectivement, pas à la hauteur là-dessus. Et je ne pense pas seulement à ceux qui dirigent, mais aussi à la population française dans son ensemble. C'est un sujet que l'on monte en épingle. Sur le terrain, les salariés ne nous en parlent pas.

Sauf qu'Éric Zemmour en fait son étendard et progresse dans les sondages.

Je regarde cela avec effroi. S'il y va, qu'il ait le courage de le dire maintenant. Et on se battra modèle contre modèle. Face à l'extrême droite, il ne faut pas se cacher, ne pas aller sur son terrain, ne pas se laisser polluer par ses thèmes. Il ne faut pas être gêné de dire : on veut une société plurielle, plus ouverte, plus tolérante, plus juste. Il nous traitera de naïfs. Et alors ? Moi, il m'appelle « le bon samaritain ». Eh bien, je m'en fiche ! Comment peut-il dire aujourd'hui que Vichy a protégé des juifs ? Et sur les femmes ? Il faut le dire : son modèle, ce sont les femmes à la maison !

La gauche est divisée. Peut-elle faire autre chose que de la figuration en 2022 ?

C'est son problème.

Et vous, qu'allez-vous faire ?

À partir de début novembre, on proposera nos idées dans le cadre de notre projet du Pacte du pouvoir de vivre. Il y





aura des propositions très concrètes et nous ferons une tournée, des meetings. Mais on ne soutiendra pas de candidat.

Est-ce suffisant pour peser ?

La société a un rôle à jouer. On a des idées « candidates » pour le prochain quinquennat.



Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, s'inquiète de la progression de l'extrême droite et interpelle Emmanuel Macron sur le revenu d'engagement pour les jeunes.



LP / FRED DUJOT

Laurent Berger l'annonce : début novembre, la CFDT proposera ses idées dans le cadre du projet du Pacte du pouvoir de vivre et ne soutiendra pas de candidat en 2022.

